



107 boulevard de Magenta 75010 PARIS
Tél. : (33-1) 44 61 03 25 - Fax : (33-1) 44 61 03 20
<http://survie.org>
c o n t a c t @ s u r v i e . o r g

Côte d'Ivoire : la France pyromane ne doit pas jouer au pompier

Communiqué, le 23 décembre 2010

L'association Survie rappelle que la France porte une grande responsabilité dans la crise qui secoue la Côte d'Ivoire depuis 8 ans. Malgré ce que prétendent l'ONU et les puissances occidentales, les conditions n'étaient pas réunies pour éviter une large fraude, particulièrement au Nord du pays. La seule issue semble désormais l'apaisement entre les deux camps et non l'affirmation de la victoire de l'un sur l'autre. La France doit procéder au retrait de son opération militaire au profit de troupes internationales sous commandement onusien.

Pour la première fois de leur histoire, les citoyens ivoiriens ont voté dans une élection présidentielle véritablement pluraliste et ouverte. Malgré des conditions extrêmement défavorables, la participation fut massive. Mais depuis trois semaines, la Côte d'Ivoire est séquestrée par « deux présidents ». Tandis que l'un, Laurent Gbagbo, se crispe sur son pouvoir, la « communauté internationale » est en passe d'imposer l'autre, Alassane Ouattara, aux Ivoiriens.

Pour cerner l'immense responsabilité de la diplomatie française dans l'impasse que vit actuellement la Côte d'Ivoire, il est nécessaire de poser quelques jalons historiques.

À l'automne 2002, l'Élysée refuse l'application des accords de défense à une Côte d'Ivoire en proie à une rébellion armée approvisionnée par un pays voisin. Au contraire, un cessez-le-feu est imposé, entérinant la partition du pays.

En janvier 2003, lors des accords de Marcoussis, la diplomatie française impose l'entrée des rebelles dans le gouvernement ivoirien. À Abidjan, des manifestants refusent que les portefeuilles de la Défense et de l'Intérieur soient confiés aux rebelles, comme le prévoyait l'exécutif français.

En novembre 2004, un engrenage tourne au drame. Au cours d'une offensive aérienne de l'armée ivoirienne sur les zones rebelles, neuf soldats français de l'opération Licorne et un civil américain trouvent la mort. Craignant un putsch orchestré par l'armée française après qu'elle a détruit l'aviation militaire ivoirienne, des manifestants envahissent certains quartiers d'Abidjan. L'armée française tire sur des manifestants, faisant plus de soixante morts.

Les accords de Pretoria d'avril 2005 calquent la structure de la Commission Électorale Indépendante (CEI) sur le plan de table des négociations de Marcoussis, aboutissant à une surreprésentation des rebelles, assurant aux partis d'opposition une large majorité¹. Dans la foulée, le Rassemblement des Houphouëtistes pour la Démocratie et la Paix (RHDP) est créé à Paris, réconciliant deux anciens ennemis², Henri Konan Bédié et Alassane Ouattara, autour d'un accord électoral destiné à assurer la victoire de l'un des deux sur Laurent Gbagbo. L'Union Européenne impulse, à travers les Nations Unies, un *Programme d'Appui aux Processus Électoraux* dont la CEI est le principal bénéficiaire. Le descriptif de ce programme³ laissait déjà augurer un passage en force :

« Pour les prochaines échéances électorales, il est à prévoir que le problème de confiance se posera avec une acuité encore plus grande et exigera le recours à des pouvoirs décisionnels exceptionnels pour contrecarrer l'incapacité d'atteindre des consensus politiques en temps utile. »

1 Par le jeu des alliances politiques, le président et trois des vice-présidents de la CEI sont favorables à Alassane Ouattara. Le quatrième vice-président est favorable à Laurent Gbagbo.

2 Au milieu des années 90, la *Cellule Universitaire de Recherche et de Diffusion des Idées du Président Henri Konan Bédié* promeut l'ivoirité. Cette notion aux forts relents xénophobes fut instrumentalisée pour écarter Alassane Ouattara de la vie politique ivoirienne.

3 *Programmes d'Appui au Processus Électoral* CIV-46362 (2006-2007, 58 millions de dollars) et CIV10-57717 (2008-2011, 75 millions de dollars) du Programme des Nations Unies pour le Développement.

Début 2007, depuis Ouagadougou, Michel de Bonnecorse, chef de la cellule africaine de l'Élysée sous Jacques Chirac, annonce que la fin de la rébellion n'est pas un préalable aux élections⁴. Quelques semaines plus tard, Laurent Gbagbo, Guillaume Soro, leader de la rébellion, et Blaise Compaoré, président du Burkina, signent les accords de Ouagadougou : Guillaume Soro devient premier ministre. Fin 2007, un accord complémentaire a pour unique objet de confier à la société française Sagem Sécurité le volet technique de l'élaboration des listes électorales⁵.

Ce 2 décembre 2010, le Conseil Constitutionnel ivoirien, essentiellement favorable à Laurent Gbagbo, constate l'expiration du délai imparti à la CEI pour annoncer les résultats provisoires. En effet, la CEI a échoué à trouver un consensus sur l'ampleur d'irrégularités dans le scrutin. Le président de la CEI Youssouf Bakayoko se rend alors au Golf Hôtel, où se trouvent déjà Henri Konan Bédié, Alassane Ouattara, Guillaume Soro, le représentant du secrétaire général de l'ONU et les ambassadeurs français et américain. Ces derniers lui promettent protection jusqu'à l'aéroport, en échange de la proclamation de résultats. Bakayoko annonce la victoire de Alassane Ouattara devant les caméras occidentales. Le lendemain, le Conseil Constitutionnel annonce l'invalidation du scrutin dans sept départements de la zone contrôlée par les rebelles et la victoire de Laurent Gbagbo.

Prétendre organiser une élection satisfaisante sans mettre fin à la partition du pays⁶ était absurde. On s'étonne qu'aucune autorité internationale ne l'ait exigé sérieusement. Malgré les énormes moyens mis en œuvre, le scrutin n'a pas offert les garanties brandies par l'ONU.

Croire que l'élection présidentielle sortirait la Côte d'Ivoire de la crise était un leurre. Aucun des candidats du second tour ne sera capable à lui seul de guérir la société ivoirienne de ses plaies. Ni Alassane Ouattara, l'économiste libéral qui a fait carrière dans les grandes institutions financières internationales, l'adepte des privatisations, des coupes dans les budgets sociaux et autres plans d'ajustement structurel, l'ami très apprécié de l'Élysée. Ni Laurent Gbagbo, le socialiste devenu rapidement allié des grands groupes français, le nationaliste souvent - et sans doute volontairement - ambigu.

Il est urgent que les initiatives d'apaisement soient privilégiées⁷. Si la « communauté internationale » a une once de bon sens, c'est dans cette voie qu'elle doit pousser les acteurs de cette crise et non dans le refus de voir la réalité et dans l'illusion qu'on peut imposer une solution de force à un pays divisé. Le risque est de plonger la Côte d'Ivoire dans la violence.

Nous demandons que tout soit fait, à commencer par le retrait de l'opération Licorne au profit d'un renforcement de l'ONUCI, pour la réconciliation des Ivoiriens et non pour assurer la victoire d'un camp sur l'autre, ce qui serait lourd de menaces pour l'avenir de la Côte d'Ivoire.

Contact presse :

Stéphanie Dubois de Prisque - Chargée de communication

stephanie.duboisdeprisque@survie.org

01 44 61 03 25

06 89 31 17 18

4 « *Le but des pays raisonnables est qu'il y ait des élections libres et honnêtes en octobre [2007], ce qui donnera un président légitime qui sera soit élu, soit réélu, et c'est à ce président de mettre un terme à cette crise.* »

5 Le montant du contrat dépasse finalement les 200 millions d'euros. Filiale du groupe Safran, Sagem Sécurité est devenue Morpho.

6 Les accords de Ouagadougou exigeaient le désarmement des rebelles et le rétablissement de l'État de droit sur tout le territoire. Sur la reconversion de la rébellion dans l'économie de guerre, consulter les rapports du groupe d'experts ad'hoc de l'ONU.

7 Par exemple celle de la Convention de la Société Civile Ivoirienne. En outre, on attend la publication du rapport de la mission de Thabo Mbeki. Ce dernier avait contribué à faire retomber la pression après les événements de novembre 2004.